

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR  
**ARRÊTÉ**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

DIRECTION  
DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
MCO

*Le Préfet des Côtes d'Armor*  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le titre I du livre V du Code de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié le 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins de plus de 450 porcs de plus de 30 kg soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatifs aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 modifié le 1<sup>er</sup> août 2002 établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1984 autorisant l'EARL DES LINIERES sise à LOUDEAC au lieu-dit Launay Grésillon à exploiter un élevage porcin de 1437 places animaux-équivalents ;
- VU la demande présentée par l'EARL DES LINIERES sise à LOUDEAC au lieu-dit « Launay Grésillon » en vue de la régularisation de la situation administrative d'un élevage porcin de 1793 places animaux-équivalents et la mise en place d'une unité de traitement de compostage de lisiers, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LA MOTTE, TREVE, LOUDEAC ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 28 avril 2003 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 25 juillet 2003 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512-1 du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (Livre V-titre 1<sup>er</sup>) ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

- **ARRETE** -

**ARTICLE 1er** – L'EARL DES LINIERES est autorisée à installer et exploiter à LOUDEAC au lieu-dit « Launay Grésillon » (section ZS n° 687-688-693, à moins de 100 mètres du tiers le plus proche conformément aux plans annexés à la demande :

A) un élevage porcin dont la capacité maximale est de 1793 places animaux-équivalents (PAE) réparties comme suit :

132 PAE	44 places maternité ,
627 PAE	209 places gestantes-verraterie,
230 PAE	1150 places post-sevrage
786 PAE	786 places engraissement ,
18 PAE	18 places quarantaine infirmerie ,

B) - Une unité de compostage des lisiers comprenant une plate forme couverte de 720 m2 pour le compostage et la maturation.

- Cette unité de compostage traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir 1132 m3 de lisier (6367 kg d'azote) sur 11747 kg d'azote produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 5380 kg d'azote sera épandu sous forme de lisier brut et de fumier de porc.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies dans les articles ci-après.

**ARTICLE 2** : Prescriptions particulières concernant l'élevage porcin :

2.1. -L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 256 reproducteurs (truies, verrats, cochettes) et 786 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1150 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 232 reproducteurs (truies, vertrat, cochettes). Le Pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique...)

2.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : dates de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisier, groupement...) Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.4 – Alimentation biphase :

2.4.1 – L'alimentation biphase sera mise en place dans un délai de 6 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

2.4.2 – Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.4.3 – En cas de non respect des normes « biphase CORPEN » le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

.../...

2.5 – Prescriptions générales de sécurité :

- 2.5.1 - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).
  - 2.5.2 - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.
  - 2.5.3 - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pressions, sera installé à proximité d'une issue.
  - 2.5.4 - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.
  - 2.5.5 - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.
- 2..5-6 – Rendre accessible chacun des bâtiments par une voie de 4 mètres de large au moins, utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 : Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170.2)

3-1 les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3-2 aux fins de contrôles un débitmètre sera placé sur la canalisation d'approvisionnement avec système d'enregistrement pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de compostage.

3-3 autosurveillance : suivi :

L'ensemble des informations de l'autosurveillance sera désigné sur un cahier d'exploitation qui sera tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'autosurveillance comprend:

- le volume de lisier brut et de paille introduit à chaque cycle de compostage
- les opérations effectuées (retournements, mise en maturation).

3-4 autosurveillance : bilan matière :

Au moins deux fois par an, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières. Chaque bilan comprendra :

- bilan des volumes de lisier brut entrant et des composts produits.
- une analyse du lisier brut (azote total, MS, Pt, K20)
- une analyse des composts produits (azote total, MS, K20, Pt).

.../...



Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matière seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Les bilans seront adressés par l'éleveur au service des installations classées et seront annexés au cahier d'exploitation.

La première année, les résultats de l'autosurveillance seront envoyés deux fois par an au service des installations classées. Si les résultats sont jugés favorables au terme de cette période, les résultats pourront par la suite être envoyés annuellement.

### 3-5 validation de l'autosurveillance :

L'objectif de la validation est de s'assurer de la qualité des mesures effectuées, de vérifier la bonne tenue du cahier d'exploitation, et la bonne réalisation de la technique, conformément aux attentes du service des installations classées.

Un organisme valideur sera habilité par le service des installations classées et l'agence de l'eau. Une visite annuelle sera nécessaire à l'issue de laquelle un rapport détaillé sera établi comprenant tous les points de validation mentionnés ci-dessus.

L'organisme valideur aura accès au cahier d'exploitation et à tous les documents s'y rattachant.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter (type d'atelier, effectif présent aux dires de l'éleveur...).
- effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...).
- vérifier la « traçabilité de l'azote » (correspondance azote théorique /azote réellement traité, cohérence azote entrant dans la station/azote dans les co-produits...).

A l'issue de chaque visite, l'organisme valideur adressera au service des installations classées, sous un mois, un rapport détaillé reprenant tous les points de validation, en particulier l'analyse des bilans matières (devenir de l'azote).

## ARTICLE 4 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des composts et lisier bruts :

4-1 les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 2843 m3. Les jus de ressuyage seront récupérés dans une fosse de 52 m3.

4-2 les épandages de lisiers bruts et de compost seront consignés dans un cahier de fertilisation. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4-3 les composts seront transférés dans le cadre d'un contrat de reprise (300 tonnes) APV COMPOST. Un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage ou diminuer le cheptel afin d'obtenir une production d'azote organique conforme au plan d'épandage existant..

.../...

4-4 le transport des lisiers bruts et des composts ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

ARTICLE 5 : Prescriptions en matières de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de compostage :

5-1 l'unité de compostage sera construite et mise en service dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

5-2 en cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de compostage. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 : Résorption :

Biphase : 2193 kg d'azote organique  
Éliminé : 3183 kg d'azote organique  
Transféré : 3184 kg d'azote organique

ARTICLE 7 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 8 - Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 9 -L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 - Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LOUDEAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'EARL LES LINIERES.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'EARL LES LINIERES dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 11 : Le Présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 11 septembre 1984 susvisé.

.../...

**ARTICLE 12 - Délai et voie de recours** (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 13 -**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Maire de LOUDEAC,

L'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'EARL DES LINIERES pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de LA MOTTE, TREVE.

SAINT-BRIEUC, le **25 AOUT 2003**  
LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT